



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PRÉFET DU JURA**

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT FRANCHE-  
COMTÉ**

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA  
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**ENTREPRISE YVES BAILLY**

**Carrière de CHARCIER**

Unité territoriale du JURA

**Arrêté de Mise en Demeure  
N° AP – 2013 - 09 - DREAL**

**LE PRÉFET,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**VU**

- ◆ le Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la Protection de l'Environnement, et notamment son article L.514-11 ;
- ◆ l'arrêté préfectoral n° 873 du 16 juin 1998 autorisant l'Entreprise BAILLY Yves à renouveler et étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sable et gravier et à exploiter des installations de traitement de granulats sur le territoire de la commune de CHARCIER, notamment ses articles 15 et 17 ;
- ◆ l'arrêté préfectoral n° 512 du 29 mars 1999 fixant les garanties financières et notamment ses articles 2 et 4 ;
- ◆ les actes de cautionnement :
  - du Crédit Agricole FRANCHE-COMTE relatif à l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 873 du 16 juin 1998 expirant le 15 juin 2013 ;
  - du Crédit Agricole FRANCHE-COMTE relatif à l'arrêté préfectoral fixant les garanties financières n° 512 du 29 mars 1999 expirant le 14 juin 2013 ;

**CONSIDÉRANT**

- ◆ que les garanties financières n'ont pas été renouvelées 6 mois avant leur échéance, soit le 15 décembre 2012 (AP n° 873) et le 14 décembre 2012 (AP n° 512) ;
- ◆ que le titulaire de l'autorisation a été informé par lettre en date du 21 janvier 2013 de l'inspection des installations classées du non renouvellement des garanties financières et des conséquences et procédures concernant l'absence de garanties financières précisées à l'article 15.3 de l'arrêté du 16 juin 1998 (autorisation) et de l'article 2.4 de l'arrêté du 29 mars 1999 (garanties financières) ;
- ◆ que l'absence de garantir financières entraîne à leur échéance la suspension de l'autorisation d'exploiter ;
- ◆ que les garanties financières ont pour objet d'assurer la bonne réalisation des travaux de remise en état du site ;
- ◆ que l'absence de renouvellement des garanties financières induit à ce que la remise en état du site soit réalisée ;
- ◆ que la remise en état du site doit être réalisée par l'exploitant à une date permettant l'appel des garanties financières avant leurs échéances, délai estimé 2 mois ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Jura ;

# ARRÊTE,

## ARTICLE 1

L'Entreprise Yves BAILLY, représentée par Monsieur Yves BAILLY, est mise en demeure, pour l'établissement qu'il exploite sur le territoire de la commune de CHARCIER, de satisfaire aux prescriptions visées aux articles 15.2 et 15.3 de l'arrêté préfectoral n° 873 du 16 juin 1998 et aux articles 2.3 et 2.4 de l'arrêté préfectoral n° 512 du 29 mars 1999, à cet effet :

- **dans un délai de dix jours** à compter de la notification du présent arrêté : de faire parvenir les documents établissant le renouvellement des garanties financières.
- de remettre en état le site conformément aux articles 35, 36 et 37 de l'arrêté préfectoral n° 512 du 29 mars 1999 et aux articles 6, 7 et 8 de l'arrêté préfectoral n° 873 du 16 juin 1998 **à l'échéance du 14 avril 2013** dans le cas où les garanties financières ne seraient pas renouvelées.

L'activité sera suspendue à l'expiration des garanties financières (15 juin 2013).

## ARTICLE 2

Si au terme des délais fixés à l'article 1, l'exploitant n'a pas déféré à la présente mise en demeure, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L.514-1I susvisé.

## ARTICLE 3

Le présent arrêté sera notifié à L'Entreprise Yves BAILLY. Il sera affiché pendant 1 mois en mairie par les soins du Maire de CHARCIER.

## ARTICLE 4

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Jura, M. le Maire de CHARCIER, ainsi que M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Maire de CHARCIER,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté à BESANCON,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté – Unité territoriale du Jura à LONS LE SAUNIER.

Fait à LONS LE SAUNIER, le **7 MARS 2013**

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Antoine POUSSIER

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative par l'exploitant dans un délai de deux mois, qui commence à courir à compter du jour où ledit acte lui a été notifié.